

Mesures protectionnistes chinoises : Obama s'énerve

Dans [un entretien à Reuters](#), Barack Obama a critiqué les règles que met petit à petit en place Pékin pour encadrer les activités de l'industrie IT américaine sur son sol. Le président des Etats-Unis a assuré s'être entretenu de cette question avec son homologue chinois, Xi Jinping. Au centre des inquiétudes américaines : **un projet de loi chinois de lutte contre le terrorisme** qui obligerait les sociétés technologiques US à remettre aux autorités de Pékin les clefs de cryptage et mots de passe protégeant l'accès aux données ainsi qu'à installer des backdoors permettant de mettre en place simplement des opérations de surveillance. « *Nous leur avons dit clairement qu'il s'agit là de quelque chose qu'ils devront modifier s'ils veulent faire des affaires avec les Etats-Unis* », a martelé Barack Obama. Une formule qui laisse entrevoir d'éventuelles mesures de rétorsion touchant les intérêts économiques chinois si la loi est adoptée en l'état.

La législation antiterroriste chinoise, présentée en fin d'année dernière dans une première version, est actuellement examinée, dans une seconde mouture, par le parlement de Pékin. Cette loi devrait être adoptée dans les prochaines semaines ou prochains mois, précise *Reuters*. Assurément un chiffon rouge pour les grands noms de l'industrie IT américaine qui pourraient difficilement s'accommoder de backdoors institutionnalisées et d'une remise de leurs clefs de chiffrement à un gouvernement. Même pour accéder aux marchés de la seconde économie mondiale.

Après Snowden : Etats-Unis et Chine s'écharpent

Ce projet de loi fait suite à d'autres mesures ciblant les constructeurs et éditeurs américains. Comme nous l'expliquions la semaine dernière, Pékin a récemment [remanié la liste des fournisseurs agréés pour les achats publics](#) réalisés sans appel d'offres. Une liste qui s'étoffe (passant de moins de 3 000 produits à environ 5 000), mais au profit de l'industrie nationale. Cisco, qui référençait 60 de ses produits en 2012, en est désormais presque exclu. Apple, McAfee, Intel et Citrix sont aussi hors-jeu.

Fin janvier, une **réglementation concernant le secteur bancaire** chinois obligeait les fournisseurs des banques locales à **transmettre les codes source** des logiciels employés (firmware compris), à accepter des audits et à mettre sur pied des centres de R&D dans le pays. Là encore, des exigences difficilement admissibles pour des sociétés travaillant à l'international : toute collaboration à ce niveau avec les autorités chinoises détruirait en effet la confiance des clients d'autres pays. Surtout que cette éventuelle collaboration est rendue publique via un texte officiel.

Depuis les révélations d'Edward Snowden, la Chine adopte un ton plus offensif vis-à-vis des technologies américaines. De leur côté, en mai dernier, les États-Unis ont, pour la première fois, [accusé 5 militaires chinois de cyberespionnage](#) industriel.

A lire aussi :

[La Chine va lancer son propre OS pour s'affranchir de Windows](#)

[Cyber-espionnage : la Chine réplique aux Etats-Unis avec un audit des produits IT](#)

Crédit photo : © White House